

Le Président  
du Conseil Exécutif de Martinique

CAB/CM  
N°2024 -



Fort-de-France, le 22 mai 2024

Mesdames, Messieurs,  
Les Président.e.s d'organisations,  
d'associations professionnelles agricoles de  
Martinique

*Objet : Vers une réforme profonde du POSEI pour plus d'équité dans l'accompagnement des filières agricoles*

Mesdames, Messieurs,

La Collectivité Territoriale de Martinique a voté à l'unanimité, un plan stratégique pour l'amélioration de l'autonomie alimentaire de la Martinique. Son objectif : rompre avec la dépendance croissante aux importations alimentaires et accompagner davantage les filières de diversification agroécologiques.

Parmi les mesures retenues, figure notamment la réforme de fond de l'aide européenne au revenu agricole, le POSEI.

Le POSEI est actuellement largement orientée et concentrée sur les grandes cultures d'exportations. Plus de 80 % de l'enveloppe disponible, soit près de 95 M€ sur 115M€ au total, sont consacrés à la production de banane d'exportation contre moins de 5% pour les productions végétales écoulées sur le marché local. De plus, cette aide profite surtout à un petit nombre de producteurs quand le plus grand nombre est en grande difficulté. Le maintien du POSEI dans sa forme actuelle est synonyme de déclin de l'ensemble des petits producteurs et de disparition d'un grand nombre d'exploitations agricoles.

La Collectivité Territoriale de Martinique n'a de cesse d'intervenir auprès du Gouvernement pour obtenir de l'Europe une véritable réforme de ce programme : rééquilibrage de l'enveloppe POSEI entre productions et producteurs ; ouverture de l'aide au revenu à un plus grand nombre d'agriculteurs et d'organisations agricoles ; expérimentation d'un dispositif d'aide forfaitaire qui encourage l'agroécologie et l'exploitation de nos terres agricoles ; territorialisation de la gestion du POSEI pour une prise en compte locale des besoins de tous les agriculteurs.

L'Etat affirme désormais vouloir également une réforme structurelle du POSEI sur la base des propositions de la Collectivité de Martinique. Le ministre de l'agriculture s'y est d'ailleurs engagé devant moi.

Je dénonce les tentatives en cours de blocage, du lobby de l'agrobusiness, EURODOM, qui s'oppose à tout changement malgré les faits et le déclin de notre production agricole.

Je soutiens dans leurs actions les organisations agricoles favorables à la réforme du POSEI.

J'appelle les acteurs agricoles à se solidariser avec les élus locaux et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour enfin obtenir de l'Etat et de l'Union Européenne, une réforme ambitieuse pour un POSEI plus équilibré entre productions et producteurs. Contrairement à certaines affirmations, la réforme du POSEI n'a pas pour ambition de faire disparaître les cultures d'exportations, mais bien de rétablir la justice sociale, économique et environnementale entre l'ensemble des producteurs, pour l'avenir agricole de la Martinique.

Notre autonomie alimentaire et la résilience du territoire martiniquais face au changement climatique dépendent de cette réforme.

La Collectivité Territoriale de Martinique prépare parallèlement de nouvelles mesures FEADER plus accessibles et plus souples pour soutenir l'investissement du plus grand nombre dans l'activité agricole.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes respectueuses salutations.

Serge LETCHIMY



Président du Conseil Exécutif de Martinique